



Les comptes de la Nation en 2019 Le PIB ralentit mais le pouvoir d'achat des ménages accélère

En 2019, l'activité décélère en France : le produit intérieur brut (PIB) en euros constants s'accroît de 1,5 %, après + 1,8 % en 2018 et + 2,3 % en 2017. Les exportations ralentissent davantage que les importations, si bien que la contribution des échanges extérieurs à la croissance est négative. Toutefois, la consommation des ménages et les dépenses d'investissement accélèrent. Les variations de stocks contribuent négativement à la croissance.

Les gains de pouvoir d'achat des ménages sont plus dynamiques que leur consommation ; leur taux d'épargne progresse pour atteindre 15,0 % en 2019. Le taux de marge des sociétés non financières s'accroît avec le chevauchement de deux mesures de baisse du coût du travail : le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et le renforcement de réduction générale de cotisations sociales.

Lorraine Aeberhardt, Thomas Laurent, Jérémie Montornès (département des Comptes nationaux, Insee)

En 2019, le produit intérieur brut (PIB) croît de 1,5 % en euros constants, soit un rythme inférieur à celui de 2018 (+ 1,8 %) et de 2017 (+ 2,3 % ; *figure 1*). La production ralentit nettement (+ 1,5 % après + 2,1 %), de même que les consommations intermédiaires (+ 1,5 % après + 2,4 %). La production dans les services principalement marchands décélère sensiblement (+ 2,2 % après + 3,2 %), tandis que la production manufacturière reste atone (- 0,1 % après 0,0 %). En particulier, la production des raffineries continue de fléchir sous l'effet conjugué de maintenances et de mouvements de grève (- 8,7 % après - 5,2 %). Celle de matériels de transport ralentit (+ 0,4 % après + 1,6 %) : la production automobile diminue. Dans l'agriculture, la production baisse également (- 1,2 % après + 1,8 %). La production agroalimentaire décroît aussi, mais moins qu'en 2018 (- 0,5 % après - 1,1 %). La production accélère dans la construction (+ 2,6 % après + 2,0 %), ainsi que dans les biens d'équipement (+ 0,8 % après 0,0 %) et les autres biens manufacturés (+ 0,6 % après + 0,3 %).

La consommation contribue davantage à la croissance en 2019 qu'en 2018 (+ 1,2 point après + 0,7 point), ainsi que l'investissement des administrations publiques

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2019			Contribution à la croissance du PIB en volume
	2017	2018	2019	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	
Produit intérieur brut (PIB)	2,3	1,8	1,5	2 425,7	1,2	2,8	1,5
Importations	4,5	3,1	2,5	794,4	0,2	2,7	0,8
Total des emplois finals	2,8	2,1	1,8	3 220,2	1,0	2,7	2,3
Consommation effective des ménages	1,5	0,9	1,6	1 668,2	0,7	2,3	1,1
<i>dont : dépense de consommation</i>							
– des ménages	1,5	0,9	1,5	1 253,2	0,9	2,5	0,8
– individualisable des administrations	1,5	1,0	1,7	365,0	0,1	1,8	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,1	0,9	1,7	195,3	0,6	2,2	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	4,7	3,2	4,2	573,1	1,7	6,0	1,0
– entreprises non financières	5,2	3,7	3,6	320,8	1,4	5,1	0,5
– ménages	5,7	1,5	1,8	129,8	2,0	3,9	0,1
– administrations publiques	- 0,1	3,3	7,7	88,7	2,4	10,3	0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,2	0,0	- 0,4	12,9	///	///	- 0,4
Exportations	4,4	4,4	1,9	770,7	1,0	2,9	0,6

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

(+ 0,3 point après + 0,1 point). La contribution de l'investissement des entreprises non financières reste stable (+ 0,5 point après + 0,5 point). À l'inverse, celle du commerce extérieur se dégrade (- 0,2 point après + 0,4 point).

La consommation des ménages accélère

Les dépenses de consommation des ménages accélèrent en volume en 2019 (+ 1,5 % en euros constants, après + 0,9 % en 2018). Les achats de biens fabriqués sont plus dynamiques (+ 1,6 % après + 0,5 %) : les dépenses en biens durables accélèrent (+ 2,6 % après + 1,7 %), notamment en équipement du logement, tandis que celles en textile et habillement rebondissent (+ 0,5 % après - 2,3 %). Les dépenses en services progressent à un rythme inchangé (+ 2,0 % après + 2,0 %) : elles accélèrent dans les loyers, l'hébergement-restauration et les autres services marchands, mais ralentissent dans le commerce, les services financiers et d'assurances, ainsi que dans les services non marchands. Les dépenses alimentaires continuent à diminuer (- 1,2 % après - 0,9 %).

En 2019, les dépenses des administrations publiques accélèrent (+ 1,7 % en euros constants après + 0,9 %).

L'investissement est dynamique

La formation brute de capital fixe (FBCF) de l'ensemble des agents économiques accélère en 2019 (+ 4,2 % après + 3,2 % en 2018). L'investissement des ménages se poursuit (+ 1,8 % après + 1,5 %) et l'investissement public progresse vigoureusement (+ 7,7 % après + 3,3 %), porté par l'investissement en construction des collectivités locales à l'approche des élections municipales. L'investissement des entreprises non financières (ENF) reste dynamique (+ 3,6 % après + 3,7 %), notamment pour les achats de biens manufacturés (+ 4,2 % après + 2,1 %) ; il reste élevé dans les services aux entreprises (+ 4,7 % après + 6,1 %) alors qu'il décélère dans la construction (+ 1,1 % après + 2,3 %).

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur comportement de stockage. En 2019, les entreprises ont déstocké par rapport à l'année précédente, notamment dans les matériels de transport et les autres biens manufacturés. Ainsi, les variations de stocks contribuent négativement à la croissance du PIB, à hauteur de - 0,4 point après 0,0 point en 2018 (figure 2).

Les exportations augmentent moins vite qu'en 2018

En 2019, les exportations en volume ralentissent (+ 1,9 % après + 4,4 %), de façon beaucoup plus marquée que les importations (+ 2,5 % après + 3,1 %). De ce fait, les

échanges extérieurs contribuent négativement à la croissance de l'activité, à hauteur de - 0,2 point de PIB. Les exportations décélèrent pour les produits manufacturés (+ 2,1 % après + 3,9 %), notamment pour les matériels de transport (+ 1,1 % après + 5,4 %), ainsi que pour les services (+ 1,3 % après + 5,9 %). En revanche, elles restent dynamiques pour les produits agricoles (+ 2,5 % après + 2,2 %). Les importations accélèrent nettement pour le pétrole raffiné (+ 9,4 % après - 1,3 %) pour compenser la baisse de la production, mais diminuent en volume pour les produits énergétiques bruts (- 1,4 % après - 6,0 %). Elles décélèrent pour les biens d'équipement (+ 3,3 % après + 4,4 %) et les autres biens manufacturés (+ 2,0 % après + 2,6 %). Enfin, les importations de services ralentissent nettement (+ 0,6 % après + 5,7 %), tirées à la baisse par les services aux entreprises.

Le pouvoir d'achat des ménages accélère

En 2019, le revenu disponible brut des ménages progresse de 3,1 % en valeur, après + 3,0 % l'année précédente (figure 3). Dans le même temps, le prix de la dépense de consommation finale décélère (+ 0,9 % contre + 1,7 % en 2018), du fait principalement du fort ralentissement des prix énergétiques (+ 1,5 % après + 8,5 %). Les prix des biens fabriqués baissent (- 0,5 % après 0,0 %), ceux des produits agroalimentaires (dont le tabac) accélèrent un peu (+ 3,3 % après + 2,9 %) et ceux des services ralentissent (+ 0,6 % après + 1,0 %). Le pouvoir d'achat du revenu disponible accélère ainsi de 0,8 point : + 2,1 %, après + 1,3 % en 2018. Cette évolution, mesurée sur l'ensemble des ménages, inclut l'effet de la croissance de la population. Ramené au niveau individuel et en tenant compte également de l'évolution de la taille des ménages, le pouvoir d'achat par unité de consommation augmente en moyenne de 1,5 %, après + 0,7 % en 2018.

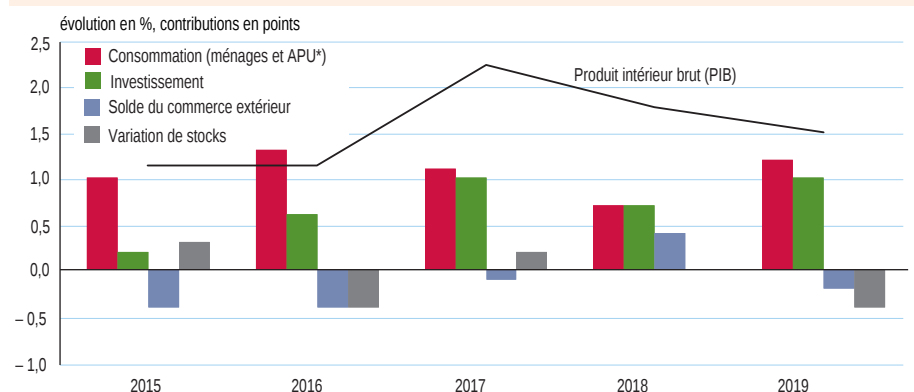
Les composantes du revenu disponible brut des ménages évoluent de façon contrastée. Les revenus nets d'activité ralentissent

nettement (contribution de + 1,9 point, après + 2,9 points en 2018), en raison du contre-coup de la baisse des cotisations salariales initiée en 2018, liée à leur bascule vers la contribution sociale généralisée (CSG). En revanche, les prestations en espèces accélèrent (contribution de + 1,1 point, après + 0,7 point en 2018), portées par la revalorisation et l'élargissement de la prime d'activité mis en place dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales. La contribution des impôts courants est presque nulle en 2019 (- 0,1 point), alors qu'elle était fortement négative en 2018 (- 1,6 point) du fait de la hausse de la CSG. Enfin, la contribution positive des revenus du patrimoine est plus modérée qu'en 2018 (+ 0,2 point après + 1,0 point).

Les salaires nets reçus par les ménages décélèrent, mais restent dynamiques (+ 3,3 % après + 4,8 % en 2018), car la baisse des cotisations salariales se poursuit : cette baisse est imputable aux exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires et à la poursuite de la bascule de cotisations sociales à la charge des salariés vers la CSG, dont l'effet en année pleine n'est observé qu'à compter de 2019. Ainsi, le salaire moyen net par tête ralentit (+ 2,3 % après + 3,8 %), alors que l'emploi salarié progresse au même rythme (+ 1,0 %). En 2019, les revenus financiers nets perçus par les ménages ralentissent (+ 3,9 % après + 12,8 % en 2018) : les dividendes reçus par les ménages ont moins augmenté, dans un contexte de fiscalité encore incitative avec la mise en place en 2018 du prélèvement forfaitaire unique. Par ailleurs, le taux moyen sur les crédits immobiliers souscrits par les ménages continue de baisser, mais plus lentement qu'en 2018 : l'excédent brut d'exploitation dégagé par les ménages propriétaires d'un logement ralentit.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages décélèrent fortement (+ 0,3 % après + 9,6 %), après une année 2018 particulièrement dynamique du fait de la bascule des cotisations salariales vers la CSG. La mise en place

2 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



* Administrations publiques.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

progressive du dégrèvement de la taxe d'habitation a joué également à la baisse sur les impôts courants, pour - 3,6 milliards d'euros, tandis que les recettes d'impôt sur le revenu augmentent de 1,7 milliard d'euros. Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progressent plus rapidement qu'en 2018 (+ 3,1 % après + 2,0 %), en raison notamment de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'activité. L'évolution des autres prestations est modérée.

Le revenu disponible brut des ménages ne rend pas compte de l'ensemble des ressources dont ils disposent. En effet, au-delà de leurs dépenses de consommation, les ménages disposent également de biens et services dont le coût est pour l'essentiel pris en charge par la collectivité : éducation, santé, aides au logement versées aux locataires, notamment. En 2019, le revenu disponible ajusté des ménages, qui englobe ces dépenses, continue à augmenter (+ 2,8 % après + 2,5 %). Sa progression est toutefois légèrement inférieure à celle du revenu disponible brut des ménages, car les transferts sociaux en nature ne s'accroissent que de 1,8 %. Ceux-ci sont cependant plus dynamiques qu'en 2018 (+ 1,0 %), année au cours de laquelle leur progression avait été contenue par la baisse des aides au logement.

La dépense de consommation des ménages en volume croît (+ 1,5 % après + 0,9 %), mais moins rapidement que le pouvoir d'achat du RDB. Ainsi, le taux d'épargne des ménages progresse de 0,5 point pour s'établir à 15,0 %. Le taux d'épargne financière des ménages augmente de seulement 0,2 point, du fait de la progression de leurs dépenses d'investissement (+ 4,6 % en 2019 après + 3,4 % en 2018) ; il s'établit à 4,6 %.

Le taux de marge des sociétés financières croît de 1,8 point mais, corrigé de l'effet positif lié à la transformation du CICE, il est stable

En 2019, la valeur ajoutée des sociétés non financières accélère (+ 4,1 % après + 2,9 %). Les impôts nets sur la production augmentent, mais la rémunération des salariés ralentit fortement (+ 0,7 % après + 3,4 %) du fait de la forte baisse des cotisations employeurs dans le cadre de la transformation du CICE en allègements de cotisations sociales. Ce ralentissement explique l'augmentation marquée de l'excédent brut d'exploitation (+ 10,0 %) et du taux de marge (+ 1,8 point) qui atteint 33,2 %. Corrigé de l'effet de la transformation du CICE, l'excédent brut d'exploitation croît de 4,3 % après + 2,1 % en 2018, tandis que le taux de marge augmente légèrement (+ 0,1 point). Les sociétés non financières pâtissent d'une évolution défavorable du solde des revenus

3 Éléments du tableau économique d'ensemble

à prix courants, en milliards d'euros (Md€), en %

	Évolution en % (sauf italiqes)			Niveau 2019 (en Md€)
	2017	2018	2019	
Produit intérieur brut, dont :	2,8	2,8	2,8	2 425,7
Valeur ajoutée au prix de base	2,5	2,6	2,8	2 157,1
Impôts sur les produits nets des subventions sur les produits ¹	5,8	4,1	2,8	268,6
Revenu national brut	3,0	2,7	2,6	2 476,0
Revenu disponible brut de l'ensemble de l'économie	3,2	2,6	2,7	2 429,6
Valeur ajoutée brute des secteurs				
Valeur ajoutée des entreprises	2,5	3,2	3,4	1 498,2
Sociétés non financières	3,4	2,9	4,1	1 267,5
Entreprises individuelles	1,2	2,1	0,1	135,2
Sociétés financières	- 7,1	8,2	- 0,6	95,5
Valeur ajoutée des administrations publiques	2,5	1,4	1,7	387,3
Éléments de partage de la valeur ajoutée				
Rémunération des salariés des entreprises	3,5	3,5	0,7	888,6
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte des entreprises	0,9	2,8	7,0	565,7
Rémunération des salariés des administrations	2,4	1,0	1,2	297,5
Sociétés non financières				
Excédent brut d'exploitation	3,1	2,1	10,0	420,6
Revenus de la propriété nets versés	- 14,8	36,7	17,6	53,5
Épargne brute	3,5	- 0,3	8,8	293,6
Formation brute de capital fixe	6,0	5,0	5,1	310,4
Variation des stocks	3,6	0,1	- 10,2	10,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 3,2	- 24,8	20,0	- 7,2
Taux de marge ²	- 0,1	- 0,2	1,8	33,2
Taux d'autofinancement ³	- 2,4	- 4,8	3,2	94,6
Sociétés financières				
Excédent brut d'exploitation	- 27,6	22,7	- 5,8	27,5
Formation brute de capital fixe	12,9	6,7	14,4	28,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 10,3	3,5	- 6,0	- 6,1
Ménages, y compris entreprises individuelles (EI)				
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte hors EI ⁴	2,2	2,1	0,2	194,4
Revenu mixte net des EI	2,3	2,6	- 1,5	89,3
Salaires nets reçus	3,3	4,8	3,3	829,7
Prestations sociales hors transferts sociaux en nature ⁵	1,6	2,0	3,1	520,3
Revenus de la propriété nets reçus	- 1,6	12,8	3,9	89,5
Impôts courants	2,5	9,6	0,3	249,2
Revenu disponible brut	2,6	3,0	3,1	1 473,7
Dépense de consommation finale	2,3	2,6	2,5	1 253,2
Revenu disponible brut ajusté	2,5	2,5	2,8	1 888,7
Consommation effective des ménages	2,3	2,2	2,3	1 668,3
Épargne brute	4,2	5,3	6,8	220,5
Formation brute de capital fixe	7,6	3,4	3,8	140,1
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 2,7	4,1	5,5	67,4
Taux d'épargne ⁶	0,2	0,3	0,5	15,0
Taux d'épargne financière ⁷	- 0,3	0,2	0,2	4,6
Relations avec le reste du monde				
Exportations de biens (FAB)	6,2	4,8	3,2	538,0
Importations de biens (FAB)	8,4	4,6	2,4	572,5
Exportations de services - importations de services	1,5	0,5	- 2,5	10,7
Solde des opérations de répartition en provenance du reste du monde	8,4	- 3,2	- 0,5	4,9
Capacité (+) ou besoin (-) de financement de la Nation	- 2,5	- 3,4	0,3	- 18,8

1. Les impôts sur les produits regroupent la TVA, les impôts sur les importations et d'autres impôts sur les produits (TICPE, taxes sur les tabacs, sur les alcools...).

2. Excédent brut d'exploitation / valeur ajoutée brute.

3. Épargne brute / formation brute de capital fixe.

4. Excédent principalement tiré de la location de logements, y compris les loyers imputés que les propriétaires se versent à eux-mêmes, et de l'autoconsommation.

5. Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature sont principalement des prestations en espèces (retraites, indemnités journalières, allocations familiales, indemnités chômage, RSA).

6. Épargne brute / revenu disponible brut.

7. Capacité de financement / revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

financiers. Les dividendes nets versés augmentent en 2019 (+ 2,6 milliards d'euros), du fait du contexte fiscal encore favorable avec la mise en place du prélèvement forfaitaire unique en 2018. Au contraire, les bénéfices réinvestis d'investissements directs français à l'étranger diminuent et la charge nette d'intérêts s'alourdit. L'impôt sur les sociétés augmente, en particulier parce que la baisse des cotisations dans le cadre de la transformation du CICE a un effet positif sur le bénéfice taxable des entreprises, alors que le CICE lui-même ne l'affectait pas.

Au total, l'épargne brute des sociétés non financières s'accroît très fortement en 2019 (+ 8,8 %, après - 0,3 % en 2018), mais cette hausse résulte essentiellement de l'impact positif sur l'excédent brut d'exploitation de la baisse des cotisations sociales dans le cadre de la transformation du CICE. Corrigé de cet effet, l'épargne brute augmente de 0,7 %.

L'investissement des sociétés non financières progresse à un rythme proche de celui de 2018 (+ 5,1 % après + 5,0 %). Le taux d'autofinancement augmente (+ 3,2 points) pour s'établir à 94,6 %. Toutefois, corrigé de la transformation du CICE, il diminue de 3,8 points, après une baisse de 4,8 points en 2018 et s'établit à 87,6 %.

L'activité des sociétés financières ralentit en 2019

La valeur ajoutée des sociétés financières décroît en 2019 (- 0,6 %), du fait des établissements bancaires comme des sociétés d'assurance. Elle s'était fortement redressée en 2018 (+ 8,2 %), après une baisse en 2017 (- 7,1 %). La valeur ajoutée des banques diminue de 1,4 % en 2019 alors qu'elle augmentait de 4,2 % en 2018 : les marges d'intermédiation sont faibles et la hausse des services facturés ne permet pas de compenser les coûts de production.

La valeur ajoutée des sociétés d'assurance s'accroît (+ 4,5 %). En 2019, la production d'assurance est stable, sous l'effet d'une hausse simultanée des cotisations et des prestations. Les placements réalisés par les assureurs augmenteraient modérément, en particulier pour l'assurance vie, du fait d'une baisse du rendement des supports

Encadré 1

Les révisions du PIB en volume et du pouvoir d'achat

La publication du compte provisoire de l'année 2019 s'accompagne de la publication des comptes définitif (2017) et semi-définitif (2018), qui actualisent les estimations précédentes (mai 2019). Le taux de croissance du PIB en volume est inchangé en 2017 (+ 2,3 %) et légèrement rehaussé en 2018 (+ 1,8 % en compte semi-définitif 2017 contre + 1,7 % en compte provisoire).

Pour l'année 2019, la croissance du PIB, corrigée de l'effet des jours ouvrables (CJO), avait été estimée à + 1,3 % lors de la première estimation du 1^{er} trimestre 2020 (comptes trimestriels). L'évolution du PIB est maintenant évaluée à + 1,5 % en volume pour 2019 (CJO comme en données brutes), soit une révision de + 0,2 point. Alors que les contributions à la croissance de la consommation des ménages, de la consommation des administrations publiques et de l'investissement sont revues en légère hausse, celle du solde extérieur est revue en légère baisse. Le déflateur du PIB est également révisé de - 0,2 point (+ 1,2 % au compte provisoire contre + 1,5 % à la première estimation du 1^{er} trimestre, CJO), de sorte que la croissance du PIB en valeur est confirmée à + 2,8 % en données brutes (et + 2,7 % en données CJO).

Dans le compte provisoire 2019, les évolutions du revenu disponible brut des ménages, de leur pouvoir d'achat et de leur taux d'épargne ne sont quasiment pas révisées par rapport à la première estimation des comptes trimestriels sur le 1^{er} trimestre 2020. Le taux de marge des sociétés non financières est révisé à la hausse : 33,2 % plutôt que 32,8 %, en données CJO.

Encadré 2

Au-delà du PIB, le revenu national disponible

Le produit intérieur brut (PIB) est une mesure de l'activité productive sur le territoire d'un pays. Cet indicateur est privilégié dans le suivi de la conjoncture économique. Toutefois, une partie de l'activité produite dans un pays sert à rémunérer des actifs étrangers investis en France, ainsi que le travail transfrontalier effectué par les non-résidents. À l'inverse, une partie des ressources des résidents provient des revenus de placements à l'étranger, ainsi que de salaires perçus pour des activités réalisées à l'étranger. C'est la raison pour laquelle la commission « Stiglitz » sur la mesure des performances économiques et du progrès social a recommandé de mettre l'accent sur le revenu national brut (RNB) plutôt que sur le produit intérieur. Cette démarche peut s'étendre au revenu national disponible brut (RNDB), qui prend également en compte d'autres flux de revenus avec l'extérieur (contributions à l'Union européenne, prestations sociales, etc.).

En 2019, le PIB croît de 2,8 % en valeur. La progression du RNB est légèrement inférieure (+ 2,6 %) en raison de la dégradation du solde des revenus de la propriété (reçus moins versés au reste du monde). En revanche, le solde des autres flux de revenus avec l'extérieur s'améliore, ce qui explique que le RNDB progresse plus rapidement que le RNB (+ 2,7 %).

euros et d'une hausse parallèle du rendement des supports en unités de comptes.

Le besoin de financement de la Nation se réduit

L'amélioration de 3,3 milliards d'euros du solde des échanges de biens en valeur est en partie contrebalancée par la dégradation du solde des services (- 2,5 milliards d'euros). Au total, le déficit des échanges de biens et de services se replie de 0,8 milliard d'euros. Le solde des opérations de répartition se dégrade légèrement : la forte baisse des bénéfices réinvestis versés par le reste du monde à la France est presque compensée

par le recul des transferts courants versés au reste du monde : en 2018, des banques françaises avaient payé des sanctions aux autorités américaines, au terme d'une série d'accords sur plusieurs litiges.

Au total, le besoin de financement de la Nation est quasiment stable par rapport à 2018 et s'établit à 0,8 % du PIB.

Pour en savoir plus

- Virely B. *et al.*, « Les comptes des administrations publiques en 2019 », *Insee Première* n° 1801, mai 2020.
- Rubrique « Comptes nationaux annuels », site www.insee.fr

Direction Générale :
88 avenue Verdier
92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavernier
Rédacteur en chef :
A. Goin
Rédacteurs :
C. Lesdos-Cauhapé
P. Glénat, V. Quénechdu
Maquette : B. Rols
Code Sage : IP201802
ISSN 0997 - 3192 (papier)
ISSN 0997 - 6252 (web)
© Insee 2020

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee : <https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (60 numéros par an) : <https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

